

***Synthèse des commentaires du
secteur sur le document de définition
des marchés pertinents adaptés au
cas français***

Synthèse des commentaires du secteur sur le document de définition des marchés pertinents adapté au cas français

Lors de la réunion du 6 mars 2003, l'Autorité a communiqué aux acteurs du secteur un document donnant sa lecture, adaptée au cas français, des marchés recensés par la Commission dans sa recommandation sur les marchés pertinents ; il s'agissait de préciser, pour chacun de ces marchés, les services s'y rattachant, tout en mettant en évidence les éventuelles questions de frontière entre ces marchés. A cette occasion, l'Autorité a invité l'ensemble des acteurs à commenter ce document et à y apporter leur propre éclairage. L'Autorité a reçu en retour une vingtaine de contributions, traduisant l'implication du secteur sur le sujet.

Le document de l'Autorité interrogeait les acteurs sur des questions relativement techniques afférentes au périmètre des différents marchés définis par la Commission. Outre des commentaires sur ces questions précises, les contributeurs ont fait part de leurs réflexions de façon plus spontanée sur deux thèmes connexes, la création de marchés supplémentaires et le contour géographique des marchés, accompagnant leurs suggestions de premières analyses concurrentielles et de remarques méthodologiques.

Ces différentes questions nécessiteront d'être approfondies dans la phase d'analyse des marchés proprement dite. Sur la base notamment des éléments de problématique qui se dégagent de cette première consultation, des questions spécifiques seront posées dans les questionnaires d'enquête qui seront adressés par l'Autorité aux acteurs du marché.

Le présent document s'efforce de dresser une synthèse des contributions reçues et ne préjuge pas des analyses futures de l'Autorité ; il reprend dans un premier temps les remarques transverses relatives au processus d'analyse des marchés. Il passe ensuite en revue les différents marchés en mettant en évidence les principaux commentaires formulés par les acteurs.

I. Remarques générales

1. Remarques méthodologiques

Les contributions reçues saluent l'initiative de l'Autorité de les consulter sur ce « pré-requis » à l'analyse de marché proprement dite. Les acteurs font apparaître leur volonté de voir l'Autorité continuer de procéder de la façon la plus transparente et concertée possible dans la suite du processus.

Les contributions soulèvent notamment la question du calendrier des phases à venir, ainsi que celle du mode d'interaction de l'Autorité avec le secteur et le Conseil de la Concurrence. Certains acteurs souhaitent que soit explicitée une méthodologie d'analyse des marchés, sur laquelle ils pourraient être consultés, de même que sur le contenu des questionnaires avant leur envoi définitif.

2. Sur le périmètre géographique des marchés

La recommandation de la Commission prévoit que les ARN fixent la dimension géographique des marchés. Ce point suscite de nombreuses réactions.

Si les acteurs s'accordent sur le fait qu'il faille éviter une fragmentation trop fine des marchés, leurs points de vue divergent en revanche quant au bien-fondé de l'approche consistant à prendre en compte, dans le cas français, l'éventuelle hétérogénéité de concurrence rencontrée sur certains marchés et à segmenter les marchés selon une dimension géographique.

En effet, pour certains, une telle segmentation pourrait avoir des effets néfastes sur l'existence d'une concurrence dans les régions où elle est justement le moins développée, en contribuant à leur enclavement. De plus, certains craignent que l'isolement des zones dans lesquelles la concurrence a pu commencer à se développer facilite le recours à des pratiques anticoncurrentielles, et engendre ainsi l'évincement de cette concurrence : il s'agit donc pour eux de circonscrire la prise en compte d'une disparité géographique aux seuls marchés mûrs et équilibrés. De nombreux acteurs estiment que les marchés pertinents au sens de la recommandation ne présentent pas cette caractéristique, et conservent donc une dimension nationale, conforme à l'étendue des réseaux et des licences délivrées.

A contrario, il est aussi avancé par quelques contributions que certains marchés pertinents présentent des disparités concurrentielles qui impliquent de prendre en compte dans leur analyse différents segments géographiques, comme le précise la synthèse par marchés ci-dessous.

3. Sur la régulation des marchés de gros

De nombreux contributeurs font part de leur perplexité quant au principe guidant la Commission dans ses analyses, selon lequel la régulation du marché de gros suffit, dans la plupart des cas, à assurer la concurrence sur le marché de détail aval.

Ils rappellent à ce titre qu'il convient de prendre en compte l'ensemble de la chaîne de valeur dans l'analyse et d'y ménager des espaces économiques suffisants pour que la concurrence puisse se développer. Le maintien d'une régulation sur le marché de détail peut donc s'avérer nécessaire pour prévenir de comportements susceptibles de créer des distorsions de concurrence (effets de ciseau tarifaire, pratiques de tarifs prédateurs), dans le cas où un opérateur puissant sur le marché de gros intervient aussi sur le marché de détail.

Selon eux, la liste retenue par la Commission est insuffisante de ce point de vue : certains marchés de détail supplémentaires seraient à réguler *ex ante*.

4. Remarques spécifiques sur les remèdes

Certains acteurs s'interrogent sur la place que pourraient prendre dans le dispositif prévu par la Commission des instruments de régulation utilisés dans certains pays européens, et mentionnent la revente de l'abonnement et, dans une moindre mesure, la question des MVNOs, en soulignant que ces mesures correctrices ne se rattachent de façon claire à aucun marché pertinent retenu par la Commission.

La synthèse par marché présentée ci-dessous reprend les suggestions émises par certaines contributions sur cette question.

II. Marchés de la téléphonie fixe

Cette partie présente une synthèse, marché par marché, des contributions. Pour chaque marché, un encadré grisé rappelle les éléments de problématiques posés par l'Autorité dans le document de consultation.

- **Marché 1 à 6 : marchés de détail relatifs à la téléphonie fixe**

Dans le document du 6 mars, l'Autorité pose la question de la mise en pratique de la segmentation opérée par la Commission entre clientèle résidentielle et non résidentielle. Par ailleurs, elle s'interroge sur le périmètre exact de la notion de « communications locales et /ou nationales », et en particulier sur l'inclusion dans les marchés correspondant des appels fixe vers mobile et des appels vers les numéros spéciaux, hors Internet, au regard de la recommandation.

S'agissant des critères permettant de définir le périmètre respectif des marchés résidentiels et non résidentiels, , différentes approches sont suggérées, dont notamment des frontières fondées sur :

- le montant de la facture des clients ;
- la capacité du lien raccordant le client au réseau ;
- la destination « marketing » des offres des opérateurs ;
- la nomenclature INSEE (numéro de SIREN).

Les acteurs s'interrogent par ailleurs sur la place des appels fixe vers mobile : une partie des contributions suggère qu'ils soient inclus dans le périmètre des communications locales et/ou nationales. D'autres s'y opposent, s'appuyant sur une absence de substituabilité entre appels « fixe vers fixe » et appels « fixe vers mobile » ; selon cette approche, les appels « fixe vers mobile » devraient être considérés comme des substituts aux appels « mobile vers mobile ». D'autres enfin estiment que la création d'un marché pertinent spécifique pour ce type d'appels est justifiée.

S'agissant des appels vers les numéros spéciaux, ils seraient exclus, selon certains, du champ des marchés pertinents définis par la Commission, dès lors qu'ils s'éloignent de purs services de transmission de signaux et présentant une forte valeur ajoutée. D'autres acteurs insistent en revanche sur la nécessité d'inclure ce type d'appel dans le périmètre de la régulation, et suggèrent plus précisément :

- d'inclure les appels vers les numéros spéciaux dans les marchés de l'accès au service téléphonique, car ces services sont liés à l'abonnement et sont non éligibles à la présélection ;
- d'inclure les appels vers les numéros spéciaux dans les marchés des communications locales et/ou nationales ;
- de créer un marché pertinent spécifique pour ce type d'appels.

En outre, il est proposé par certains, au moins au stade de l'analyse voire pour la définition des marchés si cela se justifie, d'étudier de façon disjointe les communications nationales et locales, pour lesquelles les conditions de concurrence n'ont pas le même niveau ni le même historique.

Enfin, les contributions présentent des analyses divergentes quant à la dimension géographique de ce marchés. Il est parfois avancé que les conditions de concurrence, ainsi que l'expression de la demande sur ces marchés sont relativement disparates sur le territoire français. *A contrario*, d'autres contributions soulignent que les marchés de la téléphonie fixe sont par nature nationaux, et ce notamment du fait de l'étendue géographique des réseaux.

- **Marché 8 à 10 : marchés de gros relatifs à l'interconnexion commutée et à la téléphonie fixe**

Dans son document de consultation, l'Autorité rappelle que la question de la frontière entre départ d'appel, transit et terminaison d'appels n'est pas tranchée dans la recommandation de la Commission. C'est un point essentiel afférent aux marchés de l'interconnexion sur lequel l'Autorité appelle des commentaires du secteur.

En préambule, certains acteurs mettent en garde contre une définition de marché non technologiquement neutre ou dépendante des choix architecturaux de tel ou tel acteur.

Sur la question de la détermination de la frontière départ/transit, les réponses des acteurs sont diverses ; elles suggèrent plusieurs délimitations :

- considérer que le transit doit être entendu comme l'acheminement du trafic entre deux réseaux distincts ;
- considérer le départ d'appel comme le service d'acheminement du trafic au départ d'un abonné jusqu'au premier nœud de réseau ;
- définir la frontière du départ d'appel au niveau du premier commutateur de transit.

Les contributions soulèvent enfin la question du positionnement des prestations connexes (colocalisation, LR,...) sur ces marchés. Pour certains, ces prestations font partie intégrante du marché à analyser, pour d'autres elles sont exclus du marché proprement dit.

- **Autres marchés dont l'analyse est suggérée par certains acteurs**

Outre la question des appels fixe vers mobiles, des numéros spéciaux et d'une éventuelle segmentation plus fine des marchés, toutes adressées plus haut, certaines contributions soulignent l'écueil de la liste retenue par la Commission, qui cite les marchés de détail de l'accès au service téléphonique fixe sans prendre en compte le marché de gros correspondant. Elles estiment que la concurrence est pourtant pratiquement absente de ce marché. Elles demandent donc la création d'un nouveau marché de gros, celui de l'accès au réseau téléphonique fixe. La question de la revente de l'abonnement est soulevée comme un remède éventuel à l'absence de concurrence sur ce marché.

Par ailleurs, il est suggéré par certaines contributions d'étudier, au moins au stade de l'analyse, le marché du départ d'appel vers l'Internet commuté qui présente des caractéristiques concurrentielles propres, du fait de l'existence de l'interconnexion forfaitaire Internet.

III. Marchés de liaisons louées

- **Marché 7 : ensemble minimal de liaisons louées (marché de détail)**

Dans le document du 6 mars, l'Autorité rappelle que ce marché est limité aux liaisons louées faisant partie de l'ensemble minimal, et suggère en outre d'examiner la situation concurrentielle au delà de ce marché restreint, en analysant :

- *les liaisons louées de détail ne faisant pas partie de l'ensemble minimal ;*
- *les services de détail de capacités non commutées substituables aux liaisons louées.*

De plus, est évoquée la possibilité de prendre en compte une segmentation géographique de ce marché.

Les contributions rappellent que l'ensemble retenu par la Commission aux fins d'une régulation *ex ante* exclut les liaisons louées ne faisant pas partie de l'ensemble minimal (liaisons louées haut débit notamment) et les services de capacité point à point ou point à multipoints de détail non commutés. Elles soulignent pour la plupart la nécessité d'examiner néanmoins ces produits au stade de l'analyse concurrentielle.

Certaines contributions précisent en outre que les conditions de concurrence sur ces services ne semblent pas suffisantes pour lever des obligations *ex ante* correspondantes. Pour les services destinées à la fois au marché de gros et au marché de détail, et notamment TurboDSL, des contributions soulignent la nécessité de conserver une régulation de l'offre sur le marché de détail afin d'éviter le risque d'effet de ciseau tarifaire.

Enfin, si pour une partie des acteurs, ce marché de détail est de dimension nationale, pour d'autres, des degrés de concurrences distincts existent selon les zones géographiques, justifiant un découpage géographique.

- **Marché 13 : fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées**

Dans son document de consultation, l'Autorité précise qu'elle entend ce marché, à ce stade, comme comprenant :

- *les LPT, entre le site du client final et le point de brassage le plus proche de l'opérateur qui commercialise la LPT ;*
- *les services de capacités non commutés, pouvant figurer dans des offres de détail, et ce entre le site du client final et le point de brassage le plus proche de l'opérateur vendeur sur le marché de gros.*

Elle soulève de plus la question de l'inclusion de l'offre TurboDSL dans ce marché ou dans celui de l'accès à large bande.

Enfin, elle évoque la possibilité de prendre en compte une segmentation géographique de ce marché.

En préambule, certains acteurs s'interrogent sur le bien-fondé de la coupure effectuée par la recommandation entre "trunk" et segments terminaux au niveau du point de brassage le plus proche de l'opérateur vendeur : selon eux, cette notion n'existe pas dans le cadre des offres Transfix et reste à préciser pour TurboDSL. Une autre définition des segments terminaux pourrait être celle des services de capacité raccordant les sites entreprises aux points de présence des opérateurs.

S'agissant de l'offre TurboDSL, elle semble faire partie du marché de l'accès à large bande pour une partie de ses usages, et du marché des segments terminaux de liaisons louées pour d'autres. Techniquement, en revanche, elle est très proche des offres de type option 3. Quel que soit le ou les marchés auxquels cette offre serait rattachée *in fine*, les acteurs insistent sur le souci de maintenir sa cohérence et de prévenir les risques d'effets de ciseau tarifaire entre cette offre, considérée sur le marché de détail, et une offre similaire destinée aux opérateurs.

Enfin, il est suggéré par certains acteurs d'opérer une segmentation du marché entre les liaisons de débit inférieur ou égal à 2 Mbit/s, et celles supérieures à 2Mbit/s.

En qui concerne une éventuelle segmentation géographique, pour une partie des acteurs, ce marché de gros est de dimension nationale. Pour d'autres, des degrés de concurrences distincts existent selon les zones géographiques, justifiant un découpage géographique.

- **Marché 14 : fourniture en gros de lignes louées sur le circuit interurbain (« trunk »)**

Dans son document de consultation, l'Autorité précise qu'elle entend ce marché, à ce stade, comme comprenant :

- les capacités utilisés par les opérateurs pour constituer son propre réseau ;
- les capacités servant à relier deux réseaux d'opérateurs (dont les LA).

Elle soulève de plus la question de l'inclusion dans ce marché des liaisons de raccordement et les liens commutateurs – NRA.

Enfin, elle évoque la possibilité de prendre en compte une segmentation géographique de ce marché.

Les contributions des acteurs font apparaître des commentaires de même nature que ceux faits en ce qui concerne le marché précédent s'agissant de l'inclusion ou non des LA dans ce marché.

Les liaisons de raccordement sont considérées par certains acteurs comme exclues de ce marché, et relèveraient plutôt des ressources connexes à l'interconnexion du fait notamment de leur spécificité technique (le trafic transporté est commuté). Pour d'autres, LR et liens répartiteurs/commutateurs font partie du marché 14, puisque les moyens mis en œuvre pour la construction de ces services sont les mêmes que dans le cas de la construction des réseaux propres.

Enfin, sur ce marché, il est suggéré de considérer un périmètre géographique pertinent national.

IV. Marchés du large bande

- **Marché 11 : fourniture en gros d'accès dégroupé (y compris l'accès partagé) aux boucles et sous-boucles métalliques pour la fourniture de services à large bande et de services vocaux**

Le périmètre de ce marché n'appelle pas de commentaire particulier de la part des différents acteurs.

- **Marché 12 : fourniture en gros d'accès à large bande**

Dans le document du 6 mars, l'Autorité rappelle que les produits et services concernés par ce marché comprennent une prestation d'accès au client final et la livraison du trafic correspondant en un point du réseau.

Elle précise que cette définition englobe les infrastructures alternatives au réseau DSL « si et quand elles offrent des ressources équivalentes » à ce dernier, conformément aux termes de la recommandation.

L'Autorité suggère qu'en première lecture, ce marché semble recouvrir, outre l'option 3, l'option 5 ainsi que les offres du type TurboDSL.

Plusieurs axes de questionnements se dégagent des différentes contributions.

En premier lieu, un certain nombre de contributions apporte des éléments d'analyse sur la question de l'inclusion, ou non, des infrastructures alternatives, et notamment du câble, dans le périmètre de ce marché. Sont rappelés le principe de neutralité technologique et la nécessité de prendre en compte dans l'analyse du marché intermédiaire ces infrastructures, utilisées pour servir le marché de détail du haut débit. D'autres contributeurs estiment en revanche que les réseaux câblés ne constituent pas des infrastructures "équivalentes" au "bitstream", compte tenu de leurs contraintes techniques propres et de leur couverture géographique spécifique.

En second lieu, une partie des acteurs considère que l'option 5 relève du bitstream, et une autre qu'elle constitue un marché à part. En tout état de cause, il ressort de ces contributions que, quelle que soit la classification retenue pour l'option 5, un certain nombre d'acteurs estime que la levée de toute obligation *ex ante* sur ce marché ne se justifierait pas, au vu du manque de concurrence sur ce segment et de la nécessité de prévenir les effets de ciseau tarifaire. Il est en particulier suggéré le recensement d'un marché spécifique aux offres de type option 5 à destination des FAI.

Le positionnement de l'offre TurboDSL par rapport aux marchés de la fourniture en gros d'accès large bande et des segments terminaux de liaisons louées appelle de nombreux commentaires, qui sont résumés ci-dessus, dans la partie concernant le marché 13.

Enfin, la dimension géographique de ce marché est abordée : certains acteurs considèrent que les conditions de concurrence sont hétérogènes sur différentes parties du territoire.

- **Autres marchés dont l'analyse est suggérée par certains acteurs**

Aucun marché de détail lié à l'accès à haut débit n'est recensé par la Commission aux fins de la régulation ex ante.

Si une partie des contributeurs estime que les conditions de concurrence sur les marchés du haut débit sont satisfaisantes en France, comparées à celle d'autres pays européens, d'autres soulignent l'insuffisance des marchés recensés par la Commission pour faire face aux problèmes concurrentiels rencontrés sur le haut débit.

Plus précisément, les acteurs s'interrogent sur l'absence de marché de détail de l'accès Internet à haut débit sur lequel pourtant une concurrence durable peine à s'installer, et qui est stratégique pour les acteurs de télécommunications. Ils considèrent que la régulation du marché du « bitstream » n'est pas suffisante, à ce jour, pour assurer une réelle concurrence sur le marché de détail, et soulignent la nécessité de prendre en compte les délais inhérents à la transmission des effets de la régulation de ce marché de gros au marché de détail.

De nombreuses contributions demandent que le marché de détail du haut débit soit identifié comme étant pertinent pour la régulation, avec le cas échéant une segmentation résidentiel/professionnel.

V. Marchés mobiles

• **Marché 15 : accès et du départ d'appel sur les réseaux téléphoniques publics mobiles**

Deux questions sont soulevées par l'Autorité dans le document du 6 mars au sujet de ce marché :

- *la nécessité de conduire une analyse concurrentielle des marchés de détail associés afin de conclure si des obligations sur le marché de gros de l'accès et du départ d'appel paraissent justifiées ;*
- *la question de l'éventuelle inclusion des SMS, et notamment des SMS interpersonnels, dans ce marché de gros, et de fait dans les marchés de détail correspondant. En effet, la recommandation n'apporte pas d'éclairage précis sur ce point.*

Concernant le premier point, l'ensemble des acteurs s'accorde sur la nécessité d'analyser le fonctionnement du marché de détail pour déterminer si le marché de gros retenu par la Commission justifie l'imposition d'obligations particulières. Certains rappellent de plus que ces éventuelles obligations sur le marché de gros devront, en retour, être évaluées et justifiées au regard des conséquences de ces mesures sur le marché de détail. Un certain nombre de commentaires sont fait sur le marché de détail proprement dit (voir ci-dessous).

Sur la question des SMS, les contributions montrent des avis partagés. Pour certains acteurs, s'appuyant sur la recommandation et sur le fait que les SMS représentent un produit émergent, tous les SMS doivent être exclus du marché de gros, et plus généralement sortis du périmètre de la régulation *ex ante*. Pour d'autres, les SMS interpersonnels font partie de ce marché en tant que substituts aux communications vocales, tandis que les SMS surtaxés ont vocation à constituer un marché à part entière, qui pourrait être recensé comme un nouveau marché de gros pertinent.

Pour tous les acteurs en revanche, et au stade de l'analyse, les SMS, et au minimum les SMS interpersonnels, sont inclus dans le marché de détail à analyser afin d'évaluer la nécessité d'imposer des obligations sur le marché de gros de l'accès et du départ d'appel mobiles.

• **Marché 16: terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels**

Sur ce marché, l'Autorité rappelle dans le document du 6 mars que ce marché semble circonscrit aux seules communications vocales.

De plus, elle précise que chaque réseau mobile est individualisé dans la définition de ce marché. La notion de puissance d'achat compensatrice, qui peut permettre de conclure qu'un opérateur n'est pas systématiquement puissant sur le marché de la terminaison d'appels de son propre réseau, est enfin évoquée.

Une partie des acteurs s'interroge sur l'exclusion des SMS de ce marché, issue de la restriction de l'énoncé du marché aux seules communications « vocales ». Ils souhaitent que la problématique de la terminaison d'appels pour les SMS soit pris en compte dans le champ de la régulation, et suggèrent notamment la création d'un marché de gros de la terminaison d'appel mobiles pour les SMS.

Par ailleurs, les contributeurs réagissent à l'approche de la Commission qui consiste à isoler chaque réseau, un opérateur mobile jouant « le rôle de fournisseur unique sur chaque marché ». Une partie des contributeurs estime que cette approche est artificielle et n'est pas fondée économiquement. D'autres contributions soulignent qu'il n'existe pas de marché des appels entrants en tant que tel. Enfin, sur le recours à la notion de puissance d'achat compensatrice, les analyses des acteurs divergent, certains estimant qu'il y aura lieu dans l'analyse des marchés de terminaison d'appels mobiles d'y avoir recours, d'autres que cette hypothèse ne pourra être retenue, aucun acteur ne pouvant avoir une influence auprès de ses clients sur le réseau appelé.

- **Marché 17 : marché national de la fourniture en gros d'itinérance internationale sur les réseaux publics de la téléphonie mobile**

L'Autorité évoque dans le document du 6 mars la question de l'inclusion des SMS dans ce marché pertinent comme seule question d'interprétation soulevée par la recommandation.

Certains contributeurs montrent leur perplexité quant à la réelle « pertinence » de ce marché en tant que marché susceptible d'être régulé.

Tout d'abord, certains estiment que le marché de l'itinérance est, par nature et du fait du développement d'offres de détail pan-européennes, un marché transnational, et non une somme de marchés nationaux.

Les acteurs soulignent notamment que la régulation au niveau national de ce marché n'a aucune incidence sur le marché de détail national correspondant. En conséquence, une telle régulation pourrait avoir des effets contre productifs, et en particulier favoriser les opérateurs des pays ne faisant pas partie de l'Union Européenne ; de façon similaire, la régulation retenue en France ne devra pas pénaliser les opérateurs français par rapport à leurs concurrents européens, sur un marché de plus en plus transnational. Ainsi, les contributions posent la question de la réciprocité des obligations retenues le cas échéant.

Enfin, certains acteurs estiment que les SMS ne font pas partie du marché défini par la recommandation, ou plus généralement qu'ils sont exclus du périmètre de la régulation *ex ante*. D'autres soulignent, comme pour les deux marchés précédents, que les SMS doivent être inclus dans le champ de la régulation *ex ante*, soit au même titre que les communications vocales, soit en tant que marché complémentaire.

- **Autres marchés dont l'analyse est suggérée par certains acteurs**

Certaines contributions insistent sur la circonscription de l'étude des marchés de détail au seul but de l'évaluation d'obligations *ex ante* à imposer sur le marché de gros, excluant toute obligation *ex ante* qui serait imposée sur les marchés de détail du mobile, le marché n'étant pas recensé en tant que tel par la Commission. D'autres en revanche suggèrent la possibilité de recenser des marchés de détail du mobile en tant que tels, en vue d'une régulation *ex ante*. Ainsi, il est demandé à l'Autorité de préciser dans laquelle de ces deux optiques elle analyse les marchés de détail.

Par ailleurs, s'agissant de l'analyse de ces marchés de détail, certaines contributions suggèrent d'opérer une segmentation de ces marchés, reprenant les axes résidentiel/non résidentiel, voix/données, voire une séparation entre l'accès et les appels.

VI. Marchés de radiodiffusion

- **Marché 18 : services de radiodiffusion, destinés à livrer un contenu radiodiffusé aux utilisateurs finaux**

Dans son document de consultation, l'Autorité suggère que ce marché pourrait couvrir deux types d'activités :

- *les service de diffusion technique ;*
- *les services de distribution aux utilisateurs finals.*

Par ailleurs, elle précise que l'étude de ce marché nécessite auparavant des précisions au niveau législatif.

Les contributions font apparaître une nécessité de clarifier le contenu de ce marché, clarification qui dépendra en partie du processus de transposition des textes communautaires en cours. Selon certains contributeurs, le marché défini par la Commission ne recouvre par exemple que les services de distribution audiovisuelle aux utilisateurs finals. Pour d'autres, le contenu des « services de diffusion technique » n'est pas clair.

Il est rappelé en tout état de cause que le marché défini par la Commission prend en compte toutes les technologies utilisées pour fournir les services audiovisuels. L'approche de ces marchés doit donc être technologiquement neutre, et prospective : elle doit intégrer les technologies comme le DSL par exemple.